

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1789 - 8 juillet 1993 - 2,50 F

D 1789 GUATEMALA: COUP D'ÉTAT ET CONTRE COUP D'ÉTAT

Coups de théâtre à répétition en mai-juin 1993: le 25 mai, le président Serrano suspend les garanties constitutionnelles; le 1er juin, le général García, ministre de la défense, dépose le président Serrano; le 5 juin, le Congrès national restauré dans ses droits désigne Ramiro de León Carpio, procureur pour les droits de l'homme, comme président de la République pour le restant du mandat du président déchu, c'est-à-dire jusqu'en début 1996. Cette situation chaotique s'inscrit dans un contexte social et politique très tendu (cf. DIAL D 1775). La grande inconnue reste l'armée qui semble, pour la première fois, laisser apparaître des divisions en son sein. Article tiré de **Pensamiento Propio** (extraits) de juin 1993. Affaire à suivre.

Note DIAL

COUP DE FORCE CONSTITUTIONNEL DE SERRANO

Au soir du 24 mai la scène était éloquent: le président guatémaltèque Jorge Serrano Elias montrait aux chefs militaires un décret leur conférant la totalité du pouvoir. Mais les officiers ne se sont pas risqués à accepter une mesure d'une telle ampleur.

Le premier mandataire de la nation se plaignait amèrement devant le haut commandement du chantage des partis politiques. Il était inconsolable de s'être vu affronté durant les quinze derniers jours à une vague de troubles, de grèves et d'attentats qui mettaient sa gestion à bas. En plus d'une situation ingouvernable, la guérilla le bloquait dans les négociations de paix. A quoi s'ajoutaient le trafic de stupéfiants aux ramifications généralisées, et la corruption pompant les finances publiques.

C'est pourquoi, ce soir-là, Serrano n'a pas hésité à faire sa proposition. C'était l'épilogue d'une semaine de réunions sans fin du président avec des groupes d'officiers qui lui ont redit que le rôle de l'armée était d'obéir et non de prendre des décisions politiques.

Aussi, acculé par la position ambiguë des militaires et par le mécontentement social, le président s'est retrouvé tout seul. Six heures plus tard, après être parvenu à constituer un comité restreint fait de son ministre de l'intérieur Francisco Perdomo et de son garde des sceaux Gonzalo Menéndez, il décidait de faire son coup de force tout en sachant que l'armée ne le suivrait pas.

Le ministre de la défense, le général José Domingo García, disparaissait de la scène politique et les forces armées se repliaient dans leurs casernes. "*Laissons filer pour voir si ça va durer*", aurait dit un haut gradé en parlant de Serrano. De toute façon, si ce dernier venait à manquer d'oxygène, les militaires se savaient prêts à la relève, avec un coup d'Etat classique. Cependant, d'autres interprétations indiquaient que les milieux les plus radicaux de l'armée, ceux qui avaient favorisé les troubles pour sortir de la crise, pouvaient très bien être en arrière-plan de la suspension des garanties constitutionnelles.

Les premières heures du 25 mai ont été animées. Le procureur pour les droits de l'homme, Ramiro de León Carpio, s'est enfui de chez lui par les toits pour échapper à une probable

arrestation. Il était 4 H du matin quand la majorité des hommes politiques ont été surpris en pyjama. Le Congrès n'existait plus, ni la Cour constitutionnelle. Des forces combinées de la police et de l'armée ont occupé la ville. Les résidences de De León Carpio, du président du Congrès José Lobo Dubón, et du président de la Cour suprême de justice Juan José Rodil ont été encerclées et ces deux derniers mis en état d'arrestation domiciliaire.

Sur le réseau national de radio et de télévision, Serrano a justifié la rupture de l'ordre constitutionnel par le degré de pourriture du système politique qui, selon lui, ne permettait plus la bonne marche d'une vraie démocratie. (...)

Le soir même du 25 mai, affalé dans un fauteuil du salon maya de la Maison présidentielle, Serrano donnait des signes de contrariété en apprenant que les représentants du patronat lui demandaient de revenir à l'état de droit rompu le matin. Ce que le président ne savait pas c'est que, avant cette visite, le comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières s'était mis d'accord avec l'Unité d'action syndicale et populaire pour faire front commun au coup de force.

De la guérilla de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque jusqu'à l'Eglise catholique et aux partis politiques, en passant par quelques hauts fonctionnaires, tous avaient manifesté leur refus du "coup de Serrano".

Par exemple, la Cour constitutionnelle suspendue a été la plus téméraire en déclarant la nullité des "normes temporaires de gouvernement" et en accusant le président d'avoir violé la Constitution. Par ailleurs, Serrano a durement ressenti la démission du ministre du travail, le social-démocrate Mario Solórzano, et celles de ses ambassadeurs à Washington et à Stockholm, respectivement Edmond Mulet et Lars Pira.

Mais où Serrano a vu le plus gros coup porté à son entreprise, c'est sur le plan international. Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, s'est dit très déçu de la décision du président guatémaltèque: "*Ces actions illégitimes risquent de mettre le Guatemala au ban des nations démocratiques*", a-t-il déclaré. Il en a été de même pour la Communauté européenne. Même les alliés les plus proches de Serrano ne lui ont pas accordé leur confiance. Ses homologues d'El Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica ont signé un communiqué commun dans lequel ils le pressent de restaurer l'ordre constitutionnel.

Deux ans et demi ont suffi pour que, après s'être assis sur le siège présidentiel, le conservateur Serrano se retrouve totalement seul et se voie contraint de recourir à un coup de force pour pallier cette solitude. En quelque sorte, il a fait reculer l'histoire de dix ans quand lui-même, Jorge Serrano Elias, s'était offert comme président du Conseil d'Etat dans le régime issu du coup d'Etat du général Efraín Ríos Montt.

Selon des rumeurs insistantes, l'armée entend laisser le président flotter, à l'image de la monnaie, pour voir s'il faut "réévaluer" ou "dévaluer". Le doute subsiste donc sur l'attitude de l'armée, à savoir si elle reviendra au premier plan comme cela lui a tellement porté préjudice dans le passé.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441